

Seuls 29% des Français souhaitent que l'Ukraine entre dans l'Union européenne

Par [Alexis Feertchak](#)

Publié hier à 18:06,

Mis à jour hier à 19:26



Ursula von der Leyen et Volodymyr Zelensky le 9 mai 2023 à Kiev. VALENTYN OGIRENKO / REUTERS

SONDAGE - À l'inverse, ils sont 35% à s'opposer à cette éventualité, selon une étude de l'ECFR publié ce mardi. En moyenne, les six pays européens sondés sont légèrement plus favorables à une adhésion que l'Hexagone.

Les Européens, et particulièrement les Français, apparaissent divisés quant à une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, et plus largement sur un élargissement de celle-ci au-delà des 27 États membres qui la composent depuis le départ du Royaume-Uni. L'entrée de la Turquie dans l'UE fait quant à elle l'objet d'un rejet majoritaire. C'est à tout le moins le cas des populations de six pays européens - Danemark, Pologne, Allemagne, Autriche, France, Autriche - qui ont fait l'objet d'un sondage paru ce mardi 12 décembre et réalisé par YouGov et Datap Praxis pour une étude de l'ECFR (European Council on Foreign Relations), think tank pro-européen dont le siège social est basé à Berlin.

À ce jour, huit pays sont officiellement candidats à une adhésion au sein de l'UE : la Turquie, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, l'Ukraine, la Moldavie et la Bosnie-Herzégovine. Le cas de Kiev est particulièrement emblématique puisque sa candidature a été

déposée le 28 février 2022 - quatre jours après l'invasion russe de l'Ukraine - et reconnue officiellement le 23 juin de la même année. Le 4 novembre dernier, lors d'une visite dans la capitale ukrainienne, Ursula von der Leyen, la proutidente de la Commission européenne, s'est dite «*confiante*» et a salué d'«*excellents progrès*».

Division entre «anciens» et «nouveaux» Européens

Reste que les opinions, elles, sont plus mitigées. En moyenne, seulement 37% des sondés des six pays sont favorables à une intégration de l'Ukraine au sein de l'UE, contre 33% qui s'y opposent. 30% ne savent pas ou sont indifférents. En France, le doute est plus marqué : 29% y sont favorables et 35% défavorables. L'Hexagone n'est pas non plus le pays le plus hostile : en Autriche, le soutien est de seulement 28% et l'opposition monte à 52% (le seul des six pays où cette valeur dépasse les 50%). Inversement, le Danemark et la Pologne sont les plus favorables à cette candidature (respectivement 50% et 47%).

L'Ukraine doit-elle rejoindre l'UE ? (en pourcents) ECFR

Du reste, ces valeurs concernant une adhésion de l'Ukraine sont légèrement plus élevées que celles concernant le souhait plus général d'un élargissement de l'UE au-delà de son format actuel. À la question «*pensez-vous que l'UE devrait ou ne devrait pas considérer en ce moment (l'adhésion) de nouveaux États membres ?*», les réponses sont les suivantes : en moyenne, dans les six pays, 35% des sondés y sont favorables, 37% opposés et 28% ne savent pas ou sont indifférents. Là encore, la France est davantage sceptique : ces trois valeurs sont respectivement de 27%, 44% et 30%. À l'inverse, la Roumanie (51%) et la Pologne (48%) y sont beaucoup plus favorables, tandis que l'hostilité est la plus forte en Autriche (53%). «*Il existe une division entre les 'anciens' et les 'nouveaux' pays de l'UE sur le sujet de l'admission de nouveaux États membres*», analyse l'ECFR.

Pensez-vous que l'UE devrait ou ne devrait pas considérer en ce moment (l'adhésion) de nouveaux États membres ? (en pourcents)

ECFR

Parmi les candidats testés, l'Ukraine est même le pays dont l'adhésion est la plus plébiscitée (même si les chiffres restent relativement faibles en valeur absolue). En moyenne, le rejet le plus fort concerne les candidatures de l'Albanie (35%), du Kosovo (37%) et de la Turquie (51%). Ces chiffres sont encore supérieurs en France (respectivement 41%, 42% et 58%).

Ces pays devraient-ils pouvoir rejoindre l'UE ? ECFR

«*Reconnaître les coûts de l'élargissement n'exclut pas le soutien*», remarque l'ECFR. Le sondage analyse effectivement l'impact politique, économique, sécuritaire et diplomatique de l'adhésion de l'Ukraine dans l'UE tel que perçu par les personnes interrogées. Selon eux, dans la moyenne des six pays, l'impact est davantage négatif que positif (et ces valeurs sont notablement inférieures à celles mesurant le souhait d'une adhésion elle-même). Ainsi, par exemple, l'impact sur «la sécurité de l'UE» serait négatif pour 46% d'entre eux et «positif» pour seulement 25%. Sur l'économie de l'UE, l'impact serait «négatif» pour 38% et «positif» pour 30%.

Quel impact aurait l'adhésion de l'UE ? (en pourcents) ECFR

Si l'on observe seulement les réponses des Français interrogés, le constat est relativement similaire. Pour respectivement 45% et 38% d'entre eux, l'impact de l'adhésion de l'Ukraine serait «négatif» pour la sécurité et l'économie de l'UE. Les réponses «positives» ne s'élèvent qu'à 18% et 24%.

En définitive, selon les chercheurs Piotr Buras et Engjellushe Morina, cités par l'ECFR, «*même si les arguments géopolitiques en faveur de l'élargissement sont plus forts aujourd'hui qu'ils ne l'étaient auparavant, il y a 20 ans, l'opinion publique n'a pas suivi le rythme*» en Europe.

La rédaction vous conseille

- **Un sniper ukrainien aurait établi un record en abattant un soldat russe à 3800 mètres de distance**
- **Le proutident allemand Steinmeier poireaute une demi-heure à la porte de son avion avant d'être reçu au Qatar**
- **Guerre en Ukraine : ce que révèlent les premières images des chars américains Abrams déployés par Kiev**

Sujet

guerre en Ukraine